

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	60	15

N° de la séance : 10

Objet de la délibération : Environnement
Energie - Agriculture Convention
d'animation foncière SAFER

☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services par
intérim

Didier ROSSI

N° Enregistrement : CC.2016.035

Date de la convocation :

Le 05/04/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **19 AVR. 2016**

de la réception s/Préfecture
en date du

28 AVR. 2016

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services par
intérim

Didier ROSSI

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 11 avril 2016

L'an deux mil seize et le 11 avril à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois d'avril, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, Thérèse ROUAZE, Bernard DUBOIS, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Albert CALAMUSO, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Jean-Pierre DERMIT, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Eric PAUGET, Khéra BADAoui, Déborah MINEI, Anne CHEVALIER

PROCURATIONS :

Michel MAZUET à Guilaine DEBRAS, André-Luc SEITHER à Jacques GENTE, Patrick DULBECCO à Serge AMAR, Yves DAHAN à Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN à Marguerite BLAZY, Michel VIANO à Michel BERTRAND, Lionel TIVOLI à Anne CHEVALIER

ABSENTS :

Jean-Bernard MION, Jean-Pierre MASCARELLI, Alain ARZIARI, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Claude BERENGER, Christophe ETORE, Martine SAVALLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAoui, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LOMBARDO,

Engagée depuis 2012 dans une véritable politique d'intervention foncière, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis est consciente des enjeux liés à la problématique du foncier et à l'installation d'agriculteurs.

En effet, l'accès au foncier hors cadre familial est particulièrement difficile (prix excessif des terrains agricoles, bail rural jugé trop contraignant pour des propriétaires de plus en plus réticents à louer leurs terres agricoles).

Par conséquent, c'est à ce titre que l'animation foncière auprès des propriétaires privés et des agriculteurs est primordiale. Il est important de les informer et de les sensibiliser aux différents outils de fermage existants plus adaptés et plus souples pour ainsi permettre le déblocage de surfaces exploitables à l'installation d'agriculteurs, et valoriser les terres incultes laissées à l'abandon.

En parallèle, les acteurs institutionnels doivent réfléchir à de nouvelles alternatives, de nouveaux outils de gestion et de maîtrise foncière.

La préservation du foncier agricole du territoire constitue donc un axe majeur de la stratégie agricole communautaire.

Les différents outils mis en œuvre sont :

- le soutien financier de la CASA aux communes pour l'acquisition de foncier agricole via des fonds de concours ;
- la réalisation d'une étude foncière agricole ayant pour but de définir les espaces à enjeux sur les 24 communes de la CASA devant servir de support aux communes pour la révision et l'élaboration de leurs documents d'urbanisme ;
- une Convention d'Intervention foncière SAFER depuis 2013 afin d'affiner notre veille foncière et d'être réactif en cas d'opportunités d'acquisition de foncier agricole ;
- une convention d'animation foncière avec la SAFER engagée depuis 2013 afin de permettre la mobilisation de terres agricoles sur notre territoire.

Les objectifs de ces actions sont de préserver et mobiliser les terres agricoles du territoire de la CASA pour l'installation de futurs exploitants agricoles.

Ce dernier partenariat avec la SAFER a permis l'intervention d'opérations foncières sur une dizaine de communes de la CASA et en particulier la réalisation de nombreux échanges parcellaires sur les communes de Gréolières et Gourdon notamment, afin de créer un foncier plus cohérent et favorable à l'installation d'agriculteurs, ainsi que des opérations d'acquisitions foncières et la mise en place de conventions de biens vacants et sans maîtres.

L'objectif du renouvellement de ce partenariat est de mettre en place des outils d'animation, d'intervention foncière et d'innovation sur le territoire de la CASA, en vue d'une meilleure gestion des potentialités agricoles en faveur des agriculteurs et des communes.

La durée de la présente convention est établie pour trois ans.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la convention cadre d'animation foncière entre la SAFER PACA et la CASA, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué au développement rural et à l'agriculture à signer ladite convention.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver la convention cadre d'animation foncière entre la SAFER PACA et la CASA, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué au développement rural et à l'agriculture à signer ladite convention.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 11 avril 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

CONVENTION CADRE D'ANIMATION FONCIERE **pour la mise en œuvre d'aménagements et d'interventions foncières** **sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis**

Entre

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, représentée par Monsieur Gérard LOMBARDO, Vice-président délégué au développement rural et à l'agriculture, dûment habilité par la délibération n°XXXX du Conseil Communautaire du 11 avril 2016, ci-après dénommée la CASA,

Et

La Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural Provence-Alpes-Côte d'Azur, Société Anonyme au capital de 1 439 244 euros, ayant son siège social Route de la Durance à MANOSQUE, représentée par son Président Directeur Général, Monsieur patrice BRUN, ci-après dénommée "SAFER",

PREAMBULE

L'agriculture est un élément fondamental de l'identité et de la vie du territoire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) composé de 24 communes depuis le 1^{er} janvier 2012. Sa position privilégiée entre mer et montagne lui confère des atouts exceptionnels qui en font un territoire particulièrement attractif.

Elle réunit des communes présentant un très fort contraste entre un littoral très urbain et densément bâti et des communes de montagne à l'identité rurale très forte.

La CASA reconnaît l'activité agricole de son territoire comme un enjeu majeur d'un point de vue économique, environnemental et social.

En effet, son rôle est primordial à de multiples niveaux :

- le maintien de filières de production caractéristiques, de savoir-faire et de pratiques identitaires
- le maintien d'une qualité de vie, d'une gestion des paysages et de la biodiversité
- la prévention des risques naturels (inondation, incendie, érosion des sols)

Cette volonté de soutenir l'agriculture du territoire s'est traduite par l'adoption d'une stratégie agricole de la CASA en Conseil Communautaire par délibération du 25 juin 2012.

Ce document stratégique agricole a pour objet de présenter les orientations choisies par les élus communautaires à travers la mise en œuvre d'un programme d'actions concrètes reconduit pour la période 2015-2017 pour le soutien et le développement de l'agriculture sur le territoire de la CASA.

Ce programme d'actions se veut complémentaire avec les actions engagées dans le cadre des missions du syndicat mixte du PNR Préalpes d'Azur.

L'activité agricole du territoire de la CASA a subi une forte régression du nombre d'actifs ces dernières décennies.

Cette régression se poursuit et est aujourd'hui due à plusieurs facteurs :

- un vieillissement de la population agricole,
- des agriculteurs en retraite refusant de céder leur patrimoine et donc des installations qui ne couvrent pas les départs,
- peu de reprises dans un contexte familial,
- une conjoncture économique difficile avec une concurrence accrue (en particulier pour la filière horticole),...

De ceci, en découle, entre autre, une activité agricole freinée par un accès de plus en plus difficile aux terres fertiles pour les candidats à l'installation. Ces dernières particulièrement convoitées subissent la concurrence d'autres usages plus lucratifs pour les propriétaires ; ce qui se traduit par une rétention foncière, le développement de friches et une spéculation foncière très forte notamment sur la frange littorale et le Moyen Pays.

Malgré ce contexte local difficile, l'activité agricole de la CASA, de par sa diversité entre mer et montagne, propose des productions de qualité avec des savoir-faire traditionnels identitaires qui constituent sa principale force.

Le maintien et le renouvellement des exploitations, indispensables à la vie économique locale et à l'aménagement équilibré du territoire, sont un enjeu fondamental du territoire. La préservation du foncier agricole constitue, par conséquent, un axe majeur de la stratégie agricole communautaire.

L'action foncière étant un préalable à tout projet d'aménagement du territoire et complémentaire aux actions de développement économique portées avec les acteurs locaux, une action commune et spécifique aux territoires du PNR et de la CASA est donc nécessaire pour répondre à ces enjeux.

Les SAFER ont pour mission d'améliorer les structures foncières par l'installation ou le maintien d'exploitants agricoles ou forestiers, par l'accroissement de la superficie de certaines exploitations agricoles ou forestières, par la mise en valeur des sols et, éventuellement, par l'aménagement et le remaniement parcellaires. Elles concourent à la diversité des paysages, à la protection des ressources naturelles et au maintien de la diversité biologique et, notamment, communiquent aux services de l'Etat, dans des conditions fixées par décret, les informations qu'elles détiennent sur l'évolution des prix et l'ampleur des changements de destination des terres agricoles. Elles assurent la transparence du marché foncier rural et peuvent intervenir contre la spéculation foncière.

L'objectif de la démarche est d'articuler les dispositifs fonciers mis en place par les partenaires publics et de chercher à les renforcer par une mobilisation conjointe. La CASA s'attachera à obtenir des moyens complémentaires auprès d'autres partenaires par toute initiative conforme aux objectifs poursuivis.

La présente convention de partenariat s'inscrit dans le cadre du renouvellement de la convention établie entre les 2 structures en 2013.

Dans le cadre de ce précédent partenariat, la SAFER a accompagné une dizaine de communes de la CASA dans leur projet de développement agricole sur les opérations suivantes : échanges parcellaires, acquisitions foncières, conventions de biens vacants et sans maîtres et conventions d'aménagement rural.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La convention a pour objet de mettre en place des outils d'animation, d'intervention foncière et d'innovation sur le territoire de la CASA en vue d'une meilleure gestion des potentialités agricoles en faveur des agriculteurs et des communes membres en tenant compte des enjeux liés aux paysages, aux risques naturels et à la biodiversité.

ARTICLE 2 – OBJECTIFS DU PARTENARIAT

Les objectifs ainsi poursuivis sont :

- Dynamiser le marché foncier
- Conforter les exploitations existantes et remettre en culture des friches, tout en prenant en compte les enjeux liés aux paysages, aux risques naturels et à la biodiversité
- Rendre le foncier plus accessible en termes de mobilité, d'état de culture et de prix
- Favoriser les échanges structurants
- Recréer des ilots pour favoriser l'installation de jeunes agriculteurs
- Améliorer le parcellaire agricole (lutte contre le morcellement)
- Anticiper les changements de propriétaire à moyen terme (départ en retraite) pour éviter l'apparition de nouvelles friches
- Accompagner les porteurs de projets
- Accompagner les communes et intercommunalités dans l'exercice de leurs compétences en matière de foncier agricole
- Rechercher des financements complémentaires pour répondre aux enjeux spécifiques du territoire : FDGER, aides à l'installation etc.

ARTICLE 3 – CHAMP D'APPLICATION

L'intervention de la SAFER s'exercera sur l'ensemble du territoire de la CASA dans le cadre de ses prérogatives fixées par le Code Rural. La SAFER exercera par ailleurs ses missions habituelles au profit des agriculteurs de ces territoires dans le cadre des opérations foncières qui ne répondent pas spécifiquement à l'objet de la présente convention.

ARTICLE 4 : MODALITES DE COLLABORATION

La CASA et la SAFER s'engagent à développer un partenariat fondé sur le partage des principes suivants :

- S'informer mutuellement des projets concernant l'agriculture du territoire
- Mettre en œuvre une communication commune sur les champs du présent partenariat

La collaboration de la CASA et de la SAFER en matière de politique d'animation foncière se traduit par :

- La participation de la SAFER au COPIL de la stratégie agricole CASA et ponctuellement en commission Environnement
- La participation de la CASA aux comités techniques SAFER en tant que membre invité
- Une collaboration régulière entre le chargé de mission Agriculture de la CASA et le conseiller foncier de la SAFER

ARTICLE 5 : MODALITES OPERATIONNELLES

De manière générale, la SAFER devra :

- Promouvoir la politique foncière de la CASA,
- Dynamiser le marché foncier sur le territoire de la CASA,
- Mettre en œuvre les outils spécifiques dans le périmètre de la CASA et conduire les opérations foncières agricoles et rurales,
- Mettre en valeur les démarches conduites et leurs résultats,

- Etre force de proposition pour la mise en place de démarches innovantes.

Elle interviendra notamment dans les domaines suivants :

5.1 Veille foncière :

La SAFER informera les EPCI et/ou communes ayant conclu (avec elle) une Convention d'Intervention Foncière (CIF) ou Convention d'Aménagement rural.

La SAFER rencontre les porteurs de projets et vendeurs potentiels le plus en amont possible pour favoriser les transactions à l'amiable.

5.2 Animation foncière

5.2.1. Accompagnement des projets communaux de développement agricole

Certaines communes de la CASA souhaitent développer des projets agricoles, ce projet débute parfois par l'acquisition de foncier par la commune pour le mettre ensuite à disposition d'agriculteurs.

Cas n°1 : la commune souhaite acheter un terrain en vente via la SAFER

La SAFER réalise un appel à candidature, la commune doit y participer au même titre que tout autre acheteur privé. Son projet est mis en concurrence avec celui des autres candidats à l'acquisition.

Pour aider la commune dans l'élaboration de sa candidature, il est proposé le protocole suivant :

- Pour chaque projet communal, un interlocuteur est désigné (PNR ou CASA). Il a en charge l'animation du projet, la mobilisation des partenaires ou autre action servant à l'avancement du projet.
- Une première rencontre est organisée avec la commune suivie d'une visite terrain avec les partenaires dont la SAFER.
- La SAFER et l'interlocuteur de la commune l'informent des dispositifs financiers existants

Cas n°2 : la commune souhaite préempter des terrains qui font l'objet d'une vente

La SAFER transmet aux 24 communes de la CASA dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière intercommunale les déclarations d'intérêt d'Aliéner que le notaire lui adresse. Si une commune souhaite une demande de préemption de la part de la SAFER, elle doit en faire part à la SAFER à travers une fiche de liaison dans un délai maximal de 8 jours.

Afin de conseiller au mieux les communes dans cette période, les partenaires appliquent le protocole suivant :

- La CASA, PNR ou SAFER organisent une visite de terrain le plus rapidement possible en invitant les structures partenaires membres du GT « Foncier » du PNR, la commune concernée et d'autres acteurs locaux selon nécessité du projet
- Suite à cette visite, un avis technique est fourni à la commune afin de l'aider dans son choix de demande de préemption

Cas n°3 : la commune demande à la SAFER d'effectuer un travail de prospection foncière

La commune souhaite acquérir plusieurs parcelles dans un même secteur afin de créer une entité foncière suffisante et cohérente pour une activité agricole.

Dans ce cas, le protocole suivant s'applique :

- La commune détermine avec la SAFER, la CASA et le PNR sur quels secteurs ont lieu la prospection, sur la base de l'étude foncière agricole de la CASA
- La SAFER réalise une animation spécifique auprès des propriétaires des secteurs identifiés : la SAFER et la commune élaborent un courrier commun présentant : le projet de la commune, l'importance du secteur vis-à-vis de l'agriculture, les mises à disposition possibles aux agriculteurs
- Si un ou plusieurs propriétaires sont vendeurs alors la commune peut candidater auprès de la SAFER.

Le dossier de candidature de la commune est présenté en Comité technique SAFER. Ce comité détermine l'attributaire des terrains en fonction des projets présentés.

L'accompagnement de la commune par la SAFER, la CASA ou le PNR n'assurent en aucun cas l'attribution des terrains à la commune.

5.2.3. Animation spécifique sur des sites prioritaires

Une étude foncière agricole définissant les secteurs à enjeux agricoles a été réalisée par la CASA en 2014, le conseiller foncier de la SAFER réalisera des animations foncières en particulier sur des sites prioritaires identifiés conjointement avec la CASA et/ou communes concernées et la SAFER.

Sur ces sites, le conseiller foncier contactera les propriétaires pour mener à bien toute action entrant dans les objectifs de cette convention.

Des actions spécifiques d'animation foncière pourront être définies par les partenaires et feront l'objet d'une convention particulière entre ceux-ci.

5.3 Mobilisation des outils opérationnels de la SAFER dans le cadre de la mise en place d'une CIF entre la CASA et la SAFER

La SAFER peut intervenir par acquisition amiable pour des objectifs agricoles, de développement local ou de préservation de l'environnement.

La SAFER peut intervenir par préemption simple, ou avec révision de prix, pour des objectifs agricoles, ou de préservation de l'environnement.

La SAFER pourra procéder à des échanges restructurants, à des aménagements plus larges dans le cadre des compétences dévolues au Conseil Général dans la LDTR de février 2005.

La SAFER peut conclure, à titre temporaire, des Conventions de Mise à Disposition et des baux SAFER dérogatoires du statut du fermage, en application de l'article L 142-6 du Code Rural,

La SAFER peut procéder à un stockage sélectif temporaire en s'appuyant sur les dispositifs existant (Région, Département, EPCI...).

Cette liste pourra s'enrichir de dispositifs à mettre en place avec les différents partenaires du PNR, de la CASA et de la SAFER.

5.4 Volet expérimental

Compte-tenu de la spécificité du territoire de la CASA (présence de la technopôle Sophia Antipolis) et de son territoire commun avec le PNR (11 communes de la CASA sont en périmètre de Parc) qui a des objectifs en termes d'innovation déterminés par la loi, la présente convention offre aux signataires la possibilité de prévoir une réflexion sur des actions expérimentales ou spécifiques qu'il conviendrait de mettre en place sur le territoire. La mise en œuvre de ces actions expérimentales pourra éventuellement faire l'objet d'une demande de financement complémentaire le cas échéant.

ARTICLE 6 - ENGAGEMENTS DES SIGNATAIRES

6.1 La CASA s'engage à :

- animer un comité de pilotage de cette opération sur les communes hors PNR et coanimer avec le PNR sur le périmètre commun aux 2 territoires,
- assurer la concertation entre les acteurs concernés,
- communiquer sur l'opération notamment auprès des communes de la CASA,
- mettre à disposition des salles de réunion à titre gracieux dans les locaux de la CASA pour le conseiller foncier si cela s'avère nécessaire

6.2 La SAFER s'engage à mettre à la disposition de la CASA ses compétences dans le cadre des objectifs cités dans l'article 1, en s'engageant notamment à :

- assurer une veille et une animation foncières,
- mobiliser les outils opérationnels de la SAFER,
- apporter sa contribution à la recherche d'innovations dans le cadre d'un volet expérimental,
- dédier un équivalent temps plein animateur foncier aux territoires du PNR et de la CASA.

6.3 La CASA et la SAFER PACA s'engagent conjointement à chercher des partenariats pour dynamiser les mouvements fonciers grâce à des outils complémentaires comme par exemple la prise en charge des frais de stockage des terres, et une participation financière aux actes notariés pour les petits actes.

ARTICLE 6 – PILOTAGE DE L'OPERATION

La CASA organise au moins une fois par an un comité de pilotage relatif à la stratégie agricole CASA. Le bilan et le travail réalisé au titre de la convention d'animation foncière sera présenté lors de ce COPIL. Il est chargé de :

- Fixer les objectifs et actions prioritaires,
- Suivre la mise en œuvre de ces actions,
- Réaliser le bilan des opérations conduites par la SAFER sur le territoire de la CASA.

La CASA participe aussi au groupe de travail « Foncier et installation agricole » organisé conjointement par le PNR et la SAFER dont le rôle est de suivre la mise en œuvre des actions engagées par les communes avec l'ensemble des EPCI concernées.

ARTICLE 7 – MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Les missions seront réalisées par un conseiller foncier sous l'encadrement du Directeur départemental de la SAFER et en concertation avec le Directeur Aménagement Environnement et Connaissance du Territoire de la CASA. A ce titre, le conseiller foncier échangera avec ses collègues de la CASA sur les problématiques liées au foncier. Pour les besoins pratiques de sa mission, l'interlocuteur du conseiller foncier sera le chargé de mission agriculture de la CASA.

ARTICLE 8 – INDICATEURS DE REALISATION

La SAFER PACA présentera un bilan annuel des actions menées et à l'issue des 3 ans et celui-ci sera débattu en comité de pilotage de l'opération sur la base des indicateurs suivants :

Indicateurs:

- Nombre de sites concernés par une animation foncière et enjeux
- Nombre de projets communaux accompagnés, enjeux et facteurs clés de réussite ou d'échec
- Nombre de communes contactées
- Nombre de propriétaires contactés sur ces sites
- Nombre, surfaces et volumes des ventes connues par la SAFER
- Nombre d'installations agricoles réalisées ou confortées
- Surfaces de parcelles remises en culture
- Cartographie des opérations menées
- Moyens de communication mis en place

ARTICLE 9 – DUREE DE LA CONVENTION ET CONDITIONS DE RESILIATION

La présente convention prendra effet à compter de son caractère exécutoire et sera reconduite par tacite reconduction sans excéder une durée de trois ans.

Elle prendra effet à compter de la signature des présentes, la SAFER ayant au préalable recueilli l'accord de ses Commissaires du Gouvernement Finances et Agriculture.

A tout moment, les parties pourront se rapprocher pour décider des suites éventuelles à donner. Un préavis de 3 mois sera nécessaire pour résilier cette convention de la part des co-contractants. La présente convention est renouvelable par accord exprimé des co-contractants.

ARTICLE 10 – DIFFICULTES D'APPLICATION

Toute difficulté d'application de la présente convention :

- fera l'objet d'un examen entre les parties,
- en cas de litige, les contractants conviendront de soumettre leur différend au Tribunal compétent.

Fait en deux exemplaires. à, le.....

Pour la CASA,

Pour la SAFER PACA,

Monsieur Gérard LOMBARDO,
Vice-Président Délégué au
développement rural et à l'agriculture

Monsieur Patrice BRUN,
Président Directeur Général

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 11/04/2016
Numéro : CC.2016.035
Nature : DE - Deliberations
Objet : Agriculture Convention d'animation foncière SAFER
Matière : 8.8 - Environnement

Interlocuteur

Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 109487931
Référence envoi : IDF2016-04-28T14-55-43.00
Envoyé le : 28/04/2016
à (TU) : 12h55:54

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 28/04/2016
Identifiant : 006-240600585-20160411-AOI_5931-DE

Acte reçu

Date : 11/04/2016
Numéro interne : AOI_5931
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 8
Objet : Agriculture Convention d'animation foncière SAFER
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20160411-AOI_5931-DE-1-1_1.pdf

Annexes

Nombre : 1
006-240600585-20160411-AOI_5931-DE-1-1_2.pdf